

Vœu concernant la mise en œuvre des programmes d'EVAR·S, déposé par la CFDT-EFRP, la FERC-CGT, la FEP-CFDT, la FSU, SUD et l'UNSA-Education, membres du collectif éducation contre les LGBTIphobies en milieu scolaire et universitaire.

Nos organisations émettent le vœu que le ministère réagisse avec force et :

- réécrive la FAQ comme la Dgesco s'était engagée à le faire lors de notre dernier CSE ;
- accentue les contrôles des établissements sur ces sujets et rappelle le cadre des programmes ;
- mette en cohérence son discours et ses actes et alloue une enveloppe spécifique pour la mise en œuvre des programmes et pour que des temps soient dédiés au sujet dans les emplois du temps des élèves.

Exposé des motifs :

Les organisations membres du collectif portent les problématiques des programmes d'EVAR·S dans leur action syndicale. Elles ont agi tout au long du processus de dialogue social sur les textes pour les améliorer. Et elles ont voté en leur faveur le 29 janvier 2025.

Mais elles ont aussi fait part de leurs craintes quant à la possibilité pour les équipes de les appliquer : ambition des programmes forte par rapport au nombre d'heures allouées, formation des personnels absente des textes, manque de temps et de moyens, sujets relégués trop tardivement dans la scolarité...

Alors que l'année scolaire est bien entamée, le collectif a voulu savoir où nous en étions, comment les collègues et les établissements scolaires du public et du privé sous contrat mettaient en œuvre les programmes. Nous avons construit un questionnaire que nous avons diffusé largement. Les retours coïncident avec les premiers chiffres d'une enquête ministérielle dont monsieur Geffray a pu parler dans la presse. Le Collectif est prêt à confronter ses chiffres avec ceux du ministère quand ceux-ci seront rendus publics.

Les séances ont débuté dans la moitié des établissements seulement. Les collègues se déclarent peu formé-es, peu équipé-es pour mettre en œuvre les programmes. Et, face à la pression programmatique et au manque de formation, beaucoup nous disent mettre en place les sujets EVARS dans leurs enseignements disciplinaires mais pas à proprement parler faire les séances dédiées, bien qu'obligatoires. Malgré la mise en ligne de ressources ministérielles, les réserves des collègues sur lesquelles nous vous avons alertés, sont à l'œuvre. Par ailleurs, certains collègues nous alertent sur l'obstruction de certains personnels de direction qui semblent parfois ignorer le caractère obligatoire des programmes.

Par ailleurs, notre enquête a révélé que dans le privé sous contrat, un certain nombre d'établissements, l'existence des programmes d'EVAR·S est un prétexte pour diffuser la vision religieuse de l'éducation affective et sexuelle. Dans la foulée des instructions du secrétariat général de l'enseignement catholique, le projet religieux se substitue dans beaucoup d'endroits aux programmes officiels. De plus, profitant de la porte ouverte dans la foire aux questions sur la possibilité de faire intervenir des interventions d'associations non agréées, de nombreux établissements privés font appel à des associations confessionnelles réactionnaires. Permettant la diffusion sur du temps dédié à l'EVARS d'idées sexistes, LGBTIphobes et anti-IVG.

Hausses des menaces masculinistes, incapacité gouvernementale à agir contre les violences sexistes et sexuelles, multiplication des violences faites sur les enfants... alors que les actualités montrent que l'EVARS est plus qu'un programme et qu'il répond à des enjeux sociaux et de santé publique, la mise en œuvre des programmes sans moyens, sans enveloppe et sans formation d'ampleur n'est pas à la hauteur.